

L'Humanité



*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

rouge

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 326
Mardi 16 septembre 1975

DEUX POLITIQUES, UNE SEULE SOLUTION

Georges Marchais, lors de son intervention à la fête de l'Humanité, a remis en selle la démagogie des dirigeants révisionnistes envers les gaullistes. Il a ressorti d'un tiroir le mot d'ordre d'«*Union du peuple de France*», qui avait été mis au rancard après le 21^e Congrès, suite à la levée de boucliers de nombreux militants et sympathisants du P.C.F.

L'unité avec les gaullistes ? Mais sur quelle base ? Marchais a encore souligné «*qu'en dehors du Programme commun, il n'y a pas de solution à la crise*», et que l'union ne cessera jamais.

En fait cela vise deux objectifs :

1) Il fait de la démagogie en direction des gaullistes pour gérer le capitalisme (car, le dit Programme commun reste dans ce cadre), en abandonnant la question fondamentale de la nécessité de la révolution prolétarienne détruisant le système capitaliste, qui est la cause fondamentale de la crise.

2) Les dirigeants révisionnistes font de la démagogie en direction des gaullistes, qui ont pour la plupart des sentiments anti-US, pour isoler le clan Giscard et amener celui-ci à faire des concessions au social-impérialisme russe, puis à capituler.

Les communistes marxistes-léninistes ne sont pas contre l'union avec d'autres forces politiques, bien au contraire, mais en aucun cas ils n'abandonnent l'objectif stratégique de la révolution prolétarienne, qui est fondamental pour la classe ouvrière et les masses populaires. Et c'est pour cette tâche, et en restant fermes sur les principes, qu'ils appellent à l'unité pour la destruction inévitablement violente du système capitaliste.

D'autre part, dans le cadre de la lutte pour l'indépendance nationale, il en est de même. Ils travaillent au Front uni le plus large, donc y compris avec certains gaullistes, contre les deux superpuissances impérialistes qui menacent l'indépendance nationale, et plus particulièrement contre le social-impérialisme russe qui est le danger principal. L'union ne peut se faire en abandonnant les principes fondamentaux et le rôle dirigeant en tout de la classe ouvrière.

Barricades à Ajaccio

Face à la violence réactionnaire du pouvoir

Dimanche après-midi, le Comité anti-répression (C.A.R.) organisait à Ajaccio une marche de protestation pour exiger la libération des militants emprisonnés par le pouvoir central capitaliste. Cette manifestation a revêtu un caractère massif : venus de tous les coins de Corse, les manifestants se sont retrouvés plus de 3 000.

Rassemblés devant la préfecture les masses populaires de Corse ont lancé «*LIBÉREZ LES PRISONNIERS*» et «*PONIA, SALAUD LA CORSE AURA TA PEAU*».

Bientôt provoqués par les CRS qui commencent leur charge, des manifestants vont mettre le feu au siège du Crédit agricole, un des symboles de l'exploitation des paysans, qui se trouve au bas du «*Cours Napoléon*». Des barricades sont dressées à la hâte pour bloquer les charges policières. Vers 20 h 30 de nouvelles barricades sont élevées autour de la préfecture. Les CRS multiplient les charges. C'est alors que saute la «*Trésorerie générale*», un autre édifice représentatif de l'exploitation, de l'oppression et du pillage pratiqués par la bourgeoisie monopoliste détentrice du pouvoir central. Tout au long de la nuit des centaines de jeunes Corses ont riposté du tac au tac à la violence réactionnaire de la police démontrant ainsi que ni les promesses tardives et empoisonnées de Giscard ni les bâtons de son acolyte Poniowski ne peuvent dissuader les travailleurs et intellectuels révolutionnaires de Corse de poursuivre leur lutte contre la répression et l'exploitation capitalistes.

LE FLN ET LE THÉÂTRE ALGÉRIEN BOYCOTTENT LA FOIRE RÉVISIONNISTE

Leur présence avait été bruyamment annoncée dans les colonnes de la presse révisionniste. Mais l'emplacement prévu pour le stand du FLN algérien est resté vide à la foire de La Courneuve, tout comme l'estrade où devait se produire l'équipe théâtrale algérienne dirigée par Kateb Yacine.

C'est une bonne gifle pour le parti révisionniste qui développe une grossière offensive de charme en direction du gouvernement et des militants algériens, espérant faire oublier ainsi ses criminelles trahisons de la cause algérienne.

Mais le peuple algérien a bonne mémoire et une claire conscience de ce que cache cette nouvelle attitude. Derrière les sourires du présent, il reconnaît les mêmes intentions que dans les injures du passé : la volonté de s'opposer farouchement à sa lutte d'indépendance nationale, de la saboter et de la dévoyer au profit aujourd'hui, des impérialistes russes. L'héritier du P.C.F., le P.A.G.S., militant ouvertement pour l'asservissement de l'Algérie à la domination de l'URSS, ne paraît-il pas dans un stand tout proche de celui proposé au FLN ?

Les révisionnistes peuvent changer de tactique. Ils ne parviendront pas à étouffer la voix de l'Algérie qui continuera à s'élever, forte et claire, pour revendiquer un nouvel ordre international, dénoncer les manœuvres des deux superpuissances et de leurs valets ennemis principaux de tous les peuples qui luttent pour l'indépendance et la liberté.

ACTION POUR SAUVER LES CONDAMNÉS A MORT D'ESPAGNE

Jamais aucun peuple n'acceptera que la barbarie fasciste perpétue ses crimes impunément. Tant que la bête fasciste se maintiendra, ne serait-ce que dans un seul pays, les peuples du monde se dresseront pour l'abattre. C'est la raison pour laquelle les condamnations à mort prononcées lors des faux-procès de Madrid puis de Burgos contre Garmendia, Otaegui, et contre trois militants du FRAP soulèvent d'indignation et de colère les peuples d'Europe et notamment notre peuple.

Suite à la manifestation de vendredi (voir page 2), une centaine de travailleurs révolutionnaires ont, samedi vers 17 h, attaqué une agence de la banque populaire d'Espagne située rue de la Paix à Paris. Scandant le mot d'ordre : «*Garmendia, Otaegui, sauvons-les, sauvons les 5 du FRAP !*», ils ont pénétré à l'intérieur de la banque et détruit le matériel qui s'y trouvait. Ils devaient se dispenser rapidement alors que des forces de police arrivaient sur les lieux.

Le procès de Burgos de 1970 nous a appris qu'il est possible de retenir le bras des bourreaux franquistes. Mais il faut faire vite. Que les travailleurs se mobilisent massivement pour faire reculer la clique fasciste du boucher Franco. Contre les violences fascistes, il est juste de recourir à la violence populaire !

3 000 MANIFESTANTS POUR SAUVER GARMENDIA, OTAEGUI ET LES 5 DU FRAP



3 000 personnes ont manifesté vendredi soir à Paris à l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge et d'autres organisations. L'annonce de la condamnation à mort de 3 militants du FRAP avait renforcé la colère des manifestants qui ont affirmé avec vigueur leur détermination à poursuivre et renforcer la lutte. Les manifestants ont scandé avec force : «Franco, fasciste, assassin !», «Contre les crimes fascistes, violence populaire !», «Ni Franco, ni roi, ni junte : république populaire !».



Une camarade du FRAP a pris la parole à la fin de la manifestation pour appeler au développement de l'action, elle a en particulier rappelé que la lutte du peuple espagnol se mène contre le fascisme et les deux superpuissances.

A la fin de la manifestation, nous avons appris que des nervis fascistes ont agressé des camarades qui repartaient en voiture. La canaille a peur du mouvement de solidarité qui se développe.

A L'ATTENTION DE NOS LECTEURS

Les lecteurs qui nous écrivent encore à l'ancienne adresse postale peuvent être assurés que leur courrier nous est retransmis à notre nouvelle boîte postale.

Les tarifs d'abonnement actuels sont calculés sur la base de 1,50 F le numéro. Par suite du report de la paru-

tion du journal à 8 pages, nos abonnés auront un avoir correspondant au nombre de numéros à 1,00 F qu'ils ont reçus. Cet avoir prolongera d'autant leur abonnement.

L'administration de
l'Humanité rouge

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité Rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRÉNOM :

AGE : PROFESSION :

ADRESSE :

Signature

L'important article du camarade Jacques Jurquet paru dans notre quotidien No 313, le 24 juillet dernier, intitulé «Pour un Parti marxiste-léniniste unique» vient d'être tiré en tract.

Que nos lecteurs, amis et camarades se le procurent auprès de l'administration du journal ou de nos mili-

Etats-Unis et URSS, les deux plus grands exploiteurs internationaux

Des faits et des chiffres en disent souvent plus long que de longs discours ; et les faits et chiffres relatifs au commerce international sont tout à fait accablants pour ceux qui, à Washington ou à Moscou, claquent à cor et à cris leur «amitié» avec le tiers monde. Qu'on en juge.

● Un écart toujours plus grand entre prix des matières premières et prix industriels.

Selon les statistiques de l'ONU, les prix des matières premières exportées par les pays en voie de développement (non compris les combustibles) ont baissé de 56 % entre avril 1974 et avril 1975.

Par contre, toujours selon le «bulletin de la statistique annuel de l'ONU», l'indice des prix des produits industriels exportés vers les pays du tiers monde s'est accru.

	1950	1973	1974
Base 100	100	173	230

C'est dire que la fourchette s'élargit : les pays du tiers monde gagnent de moins en moins et doivent acheter pour s'équiper des produits de plus en plus chers.

Qui en profite le plus ? Les Etats-Unis, dont les profits réalisés par cet échange inégal ont atteint 2 milliards de dollars, selon ses propres experts ! Et aussi, l'Union soviétique. Un exemple récemment fourni par le journal iranien «Kayhan» :

L'URSS vendait à l'Iran :	en 1973	en 1974
1 tonne de nitrate d'ammoniaque	75 dollars	240 dollars
1 traverse de bois	6 dollars	23 dollars

Voilà des «hausse de prix» substantielles à dire vrai.

● Exportations accrues, importations réduites.

Plus exporter, et moins acheter, c'est la rengaine de tous les gouvernements capitalistes, qui y voient une «solution à la crise» sur le dos des pays pauvres. On nous l'a assez ressassée ici ; les deux supergrands, quant à eux sont passés maîtres dans cette pratique.

Ainsi, de janvier à juillet 75, le solde du commerce US avec les pays en voie de développement est positif : 3,2 milliards de dollars soit 5 fois le solde de la même période en 1974. Pour ce faire, le gouvernement américain a décrété une «loi sur le commerce» qui refuse des droits de douane préférentiels aux pays qui participent à l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et à tous les pays du tiers monde qui ont pris des mesures pour contrôler leur économie et nationaliser leurs richesses.

Même calcul du côté soviétique, le solde positif du commerce soviétique avec les pays du tiers monde s'élevant à 1,36 milliards de dollars pour 1974.

Le solde du commerce des pays du tiers monde est inverse, on s'en doute. On dit souvent que le pétrole a enrichi certains d'entre eux ; et pourtant, la valeur globale des exportations du tiers monde — y compris les exportations de pétrole — n'a pas atteint en 1974 leur niveau de 1950 !

● L'exportation des armes.

Les Etats-Unis et l'URSS sont les deux plus grands marchands de canon du monde et le tiers monde leur principal marché. En 1974, recette de leurs ventes au tiers monde côté US : 8,3 milliards de dollars, côté soviétique : 5,5 milliards de dollars (2 fois plus qu'en 1973 : 2,5 milliards).

Voilà quelques faits, qui expliquent que les pays du tiers monde aient engagé l'action contre l'exploitation, le

pillage et le report sur eux de la crise économique mondiale.

Plus la crise s'aggrave, et plus les deux supergrands s'acharment sur le tiers monde pour tenter de la surmonter, mais, et c'est là l'aspect principal, plus le tiers monde accroit et renforce sa lutte anti-impérialiste. C'est ce que montre une fois encore la 7ème session de l'ONU sur le développement qui s'est terminée le 15 septembre à New York ; nous aurons l'occasion d'y revenir.

tants ; qu'ils le diffusent largement auprès des militants d'autres formations, auprès de tous ceux qui souhaitent ardemment, comme nous, l'unité de tous les marxistes-léninistes dans notre pays. Un courant irrésistible vers l'unification est engagé ; ne négligeons aucun effort pour l'accélérer et le renforcer !

Le fond de la « crise viticole »

Depuis des années, le vif mécontentement des travailleurs de la vigne s'amplifie, et les manifestations de colère se multiplient.

C'est dans ce cadre que s'est déroulée le 8 septembre la réunion des ministres de l'Agriculture des Neufs, et qu'a été annoncée le lendemain la décision du gouvernement Chirac de taxer les importations de vin italien de 1,14 F le degré/hecto. Les chefs révisionnistes eux demandent un nouveau « marché du vin »...

Mais quel est le fond de la « crise viticole » actuelle ?

Si nous lisons attentivement la presse bourgeoise et révisionniste, nous apprenons que le « malheur » des paysans-travailleurs de la vigne vient des importations étrangères : la fameuse « guerre du vin » avec l'Italie.

Qu'en est-il en réalité ?

En fait, la question viticole est complexe. Et si nous voulons y voir plus clair, nous devons bien comprendre les revendications des différentes couches des viticulteurs en fonction de leur position sociale, et démasquer ainsi les points de vue des syndicats réactionnaires ou révisionnistes.

En gros, il y a la grosse viticulture à caractère capitaliste d'une part, et les petits et moyens producteurs de vin d'autre part.

Le viticulteur capitaliste, comme tout patron bourgeois investit un capital dans une entreprise et s'y maintient à condition que son profit soit équivalent au profit moyen du capital investi dans tous les autres secteurs. Si ce n'est pas le cas, ou bien il fait faillite, ou bien il reporte ses capitaux dans d'autres secteurs.

Pour ces patrons de la viticulture, le prix du degré-hecto est la manifestation de la « rémunération » de leurs capitaux et donc de la plus-value réalisée grâce au travail des ouvriers agricoles permanents et saisonniers.

Le prix du degré-hecto est unique, établi suivant la loi

capitaliste du marché, et fluctue en fonction de l'offre et de la demande. Or, deux éléments importants sont intervenus qui ont été à la base de la baisse du prix du vin.

D'une part, une suite de bonnes récoltes dans les pays producteurs a fait baisser le prix général, et d'autre part l'intervention sur le marché français de vins étrangers, notamment italiens. Ceux-ci étant moins chers, cela a permis aux négociants et aux trusts du vin (Nicolas,...) de spéculer, d'augmenter la mévente du vin en général et d'accroître la baisse des prix à la production, permettant à ces sociétés des trafics et des profits fabuleux compte tenu que le prix à la vente dans le commerce augmente, suivant le taux moyen de l'inflation.

C'est dans ce sens que la section syndicale de la FNSEA, et la CGVM (Confédération générale des viticulteurs du Midi) tenues et contrôlées par les gros viticulteurs capitalistes, avancent les mots d'ordre correspondant à leurs intérêts tels que « Halte aux importations », etc. Leur tactique habituelle consistant à encadrer les petits et moyens viticulteurs sur de tels mots d'ordre.

Avant les négociations de Bruxelles de la semaine dernière, les représentants de ce syndicalisme sont allés discuter avec des représentants de la Communauté européenne, ac-

compagnés par le ministre français Bonnet.

La réunion de Bruxelles n'ayant pas abouti, les mesures unilatérales du gouvernement Chirac sont un compromis entre les intérêts des gros négociants en vin et des gros viticulteurs capitalistes sur le dos des paysans-travailleurs de la vigne. Il s'agit seulement de taxer les vins italiens pour limiter la spéculation des négociants.

Si cela satisfait en partie les revendications des gros viticulteurs, cela ne satisfait en aucune façon celles des petits et moyens vigneron.

Pour le petit et moyen vigneron, le prix du degré-hecto à la production est le reflet de la rémunération de leur travail.

Leur lutte est une lutte de classe contre l'exploitation capitaliste en général (spéculation, crédit usuraire, prix de monopole des produits industriels, etc.) et en particulier contre les trusts du vin-négociants. Leur intérêt n'est pas de lutter précisément contre les importations étrangères, car d'une part cela aboutit à lutter indirectement contre les paysans vigneron italiens, et parce que d'autre part elles ne sont seulement qu'un accélérateur de la spéculation et non la cause de leurs difficultés.

L'intérêt de ces paysans-travailleurs de la vigne est de mener la lutte des classes contre les capitalistes et leurs valets, de concert avec les ouvriers agricoles, ainsi que ceux des coopératives et des trusts viticoles.

Ils luttent pour des prix rémunérateurs de leur travail, des prix des produits industriels plus bas, un crédit non

usuraire, la baisse des impôts directs ou indirects.

Les chefs de file révisionnistes quant à eux, ont depuis longtemps choisi leur camp.

A chaque manifestation particulièrement violente des petits et moyens vigneron, ils devaient lancer leur appel au calme, parallèlement à une condamnation de ces actions « réactionnaires ».

Politiquement, ils se placent au côté des gros viticulteurs capitalistes. Ils soutiennent la prétendue « lutte contre les importations », et trouveront les mesures du gouvernement « trop tardives, trop partielles et trop insuffisantes pour bloquer le flot des vins italiens ». (L'Humanité du 11 septembre 1975). Par là, les révisionnistes tentent de faire d'une pierre deux coups. D'une part, soutenir la grosse viticulture pour s'infiltrer dans les organismes corporatistes et d'autre part sur un plan plus général appuyer sa politique de division des peuples européens sous couvert de so-disant « intérêt national ».

Ils ne soutiennent pas le courant anticapitaliste qui grandit parmi les petits et moyens viticulteurs. Au contraire, ils les appellent à soutenir leur projet de loi visant à instituer un office de vin destiné à « réorganiser le marché viticole », autrement dit renforcer le contrôle du capitalisme monopoliste d'Etat sur l'agriculture.

Les « importations » ou « marché du vin » ne sont donc qu'une duperie qu'il faut combattre, destinée à détourner les paysans-travailleurs de la vigne du juste combat de classe, pour servir les intérêts de telle ou telle couche bourgeoise.

INFILTRATION REVISIONNISTE ET TROTSKYSTE DANS LES ORGANES D'INFORMATION

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour s'étonner des positions du journal « Le Monde » sur les événements du Portugal. En effet ce quotidien du soir a publié d'assez nombreux articles, ouvertement ou insidieusement favorables au parti social-fasciste du Portugal dirigé par Alvaro Cunhal.

Nous ne pouvons évidemment pas répondre pour « Le Monde » et nous conseillons à nos correspondants de lui adresser directement leurs protestations.

Mais ces lettres nous incitent à dire ce que nous savons de l'infiltration réviso-trotskyte dans les organes d'information dépendant directement de la bourgeoisie « de droite », « du centre » ou « de gauche ».

L'infiltration n'est pas une pratique réservée aux trotskystes,

mais une tradition déjà ancienne des révisionnistes. Dans les rangs de ces derniers, il est courant de parler des « sous-marins ».

Ceux-ci sont des gens qui n'affichent pas leur appartenance politique au faux parti communiste et qui même parfois pour donner le change, affichent des positions différentes ou opposées.

Depuis des années, les partis révisionnistes ont entrepris de vastes efforts pour pénétrer de cette manière la radio, la télévision et la presse, non seulement en France, mais dans toute l'Europe occidentale (voyez l'exemple du Portugal) et même dans certains pays d'Afrique du Nord.

A l'heure actuelle nous constituons un dossier détaillé sur cette situation et nous espérons

que tout renseignement en possession de nos lecteurs nous sera communiqué.

Au quotidien « Le Monde », les rédacteurs appartiennent à des tendances ou formations différentes. Il suffit de lire les articles concernant la Chine pour comprendre que ce journal peut servir de tribune au meilleur et, plus souvent, au pire.

L'infiltration trotskyte a touché cette rédaction et l'on sait que sur la question du Portugal les gens qui se réclament du « petit Judas » (expression de Lénine pour qualifier Trotsky) ont adopté une ligne de soutien au social-fasciste Cunhal, bien qu'il soit vomé et rejeté par l'immense majorité de la classe ouvrière et du peuple portugais. Dans le cas particulier, nous pouvons

révéler que le plume Domini-que Pouchin est un trotskyte notoire lié à la Ligue « communiste » de Krivine. Adhérent du PSU à Rouen, il adhéra à la Ligue quand il vint à Paris, puis camoufla cette affiliation sous une pseudo-exclusion afin de se maintenir au « Monde ». Quoi d'étonnant que sous sa plume « Le Monde » se soit curieusement compromis dans un soutien actif au forcing aventuriste du parti révisionniste du Portugal ?

Certes de telles méthodes sont peu dignes d'une profession qui se réclame de principes moraux et professionnels différents. Mais elles expriment sans bavures que la lutte menée par les renégats de toutes chappelles du mouvement ouvrier,

suite page 4

L' "ACTION" DU 23 SEPTEMBRE : UNE DUPERIE

Au lendemain de la journée bidon du 9 septembre, l'Humanité révisionniste écrivait : «C'est par une vigoureuse relance des députés (!) que les «oubliés» du plan de soutien se sont signalés hier après-midi autour du Palais Bourbon...». Ils étaient quelques centaines pour apporter des pétitions !

C'est avec le même cliron que les bonzes révisionnistes et réformistes veulent détourner les travailleurs le 23 septembre. S'agit-il d'une journée de lutte classe contre classe, d'une mobilisation des travailleurs contre les licenciements et la hausse des prix ? Non ! Les dirigeants traîtres le disent eux-mêmes, il s'agit de «négocier» !

On ne négocie pas le chômage, on le combat ! La politique de la bourgeoisie au pouvoir, avec son plan de «relance», c'est d'exploiter au maximum les masses travailleuses; celle des dirigeants révisionnistes c'est de préserver le système capitaliste en détournant les travailleurs de la lutte de classe et aller mendier quelques miettes au Parlement bourgeois.

De plus, la duperie ne s'arrête pas là. Les dirigeants révisionnistes, pour démobiliser les travailleurs, ressortent leurs vieux boniments tels que «le DROIT à la retraite complète à 60 ans... la réduction de la durée du travail sans perte de salaire». Ce ne sont pas les revendications de la classe ouvrière qui exige «40 heures tout de suite sans diminution de salaire ; la retraite complète et décente à 60

ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, immédiatement».

Les dirigeants révisionnistes, non seulement ne luttent pas contre le chômage, les licenciements et la hausse des prix, mais ils demandent à négocier ce qui est acceptable pour la bourgeoisie et acceptent son diktat en signant des accords qui perpétuent la domination de classe de la bourgeoisie, tels que les accords de Grenelle ou plus récemment les accords du 14 octobre 74 sur l'emploi. Ils demandent la même chose que le plan Giscard !

Cette journée du 23 septembre ne peut en rien régler les problèmes des travailleurs, mais vise au contraire à les mystifier. Prétendre résoudre le chômage avec de telles pirouettes c'est se moquer des travailleurs, c'est nier l'existence du système capitaliste et de ses lois. C'est le capitalisme lui-même qui impose des conditions de vie et de travail lamentables aux masses populaires, c'est donc le système lui-même qu'il faut abattre et non chercher à le réplâtrer.

La tâche des marxistes-léninistes et de tous ceux qui veulent en finir avec l'exploitation capitaliste et la démagogie révisionniste, c'est de créer les conditions pour que se développe un vaste mouvement de masse, sur des positions de classe répondant aux besoins objectifs des travailleurs. C'est de mobiliser les travailleurs dans leurs entreprises pour qu'ils prennent en main la lutte pour leurs revendications aujourd'hui et pour le socialisme demain.

La foire de l' "Humanité" GROS SOUS ET GROS MENSONGES

«Plus le mensonge est gros, plus il est cru».

Cet «adage» on ne peut plus cynique et méprisant pour le peuple, prend ici toute sa signification lorsqu'on parle d'une fête qui n'a plus rien de communiste depuis longtemps.

Cette fête, un des plus gros chiffres d'affaires de l'économie française, a remplacé «l'internationalisme prolétarien» par la location très chère des stands aux mouvements étrangers, cela sous l'œil bienveillant du gigantesque stand «Pastis Duval».

C'est une fête où le mensonge et la trahison sont des emblèmes et où, lorsque vous demandez pourquoi le stand du CISE (Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne) ne fait pas figurer les noms des militants antifascistes du FRAP aux côtés d'Otaogui et de Garmendia — tous condamnés par Franco — on vous répond qu'«on a été pris de court» et «je ne suis pas du coin, j'arrive» (sic). Quelle solidarité !

C'est aussi dans cette «fête» que, lorsque vous demandez à un stand de juifs soi-disant antisionistes ce qu'ils pensent de la fourniture en hommes faite à Israël par l'URSS, on vous fait remarquer le soutien «inconditionnel» des Soviétiques au peuple palestinien, vous vous inquiétez alors du jeu que joue l'URSS ? Alors on s'affiche : «De toutes façons je suis communiste.» (!)

Des mensonges partout ! C'est la fête des travailleurs ? Mensonge : c'est plutôt la fête des gros sous et des idées des travailleurs avec lesquels les faux communistes Marchais, Leroy et Séguéy cherchent à jouer.

Le «grand moment politique» dont parlait Poperey dans «l'Humanité» blanche du 10 septembre — c'est-à-dire la rencontre des travailleurs des boîtes en grève avec une délégation du parti révisionniste à 10h, dimanche — était une mystification bien mal réussie. 150 personnes maximum, 15 boîtes représentées !

Où était la France en lutte ? Ce n'était certainement pas les quelques pontes syndicaux et politiques se faisant plaisir entre eux qui prétendaient représenter la classe ouvrière en luttant chaque jour plus dures contre les licenciements et le chômage !

Pendant ce temps, le stand de l'URSS diffusait sa propagande par tonnes entières et gratuitement. «Le chemin de la victoire» où est vantée la force du pacte de Varsovie, pendant qu'on y encourage des pays européens à désarmer ; le petit livre calomnieux et injurieux de Brejnev, grossière insulte à la Chine socialiste, etc.

«Le PCF n'a jamais levé la main sur les libertés» ? Demandez-le aux travailleurs de l'imprimerie Hollenstein et aux nombreux militants révolutionnaires agressés par les nerfs de ce parti faussement communiste !

«Fête des libertés» ? Qu'y fait donc le stand de l'URSS, superpuissance, agresseur de la Tchécoslovaquie en 1968 ? Qu'y font ces bandes de nerfs de service d'ordre — armés de manches de bois — qui courent des jeunes dans les allées ?

La boue épaisse et noire qui recouvrait le sol à la suite des pluies illustre à merveille la situation de la clique réactionnaire Marchais-Leroy : embourbée jusqu'au cou dans la trahison et la réaction, elle est de plus en plus incapable de tromper la classe ouvrière et les masses travailleuses qui savent et sauront se dégager de son influence.

Un lecteur

F.P.A. DE PONT DE CLAIX :

Victoire contre la répression

La semaine dernière, les stagiaires du centre de Formation professionnelle des adultes (FPA) de Pont de Claix (près de Grenoble) ont mené une lutte contre le directeur qui ne voulait plus loger l'un d'entre eux et qui ne l'acceptait plus au restaurant du centre. Ils ont arraché la victoire, un des stagiaires nous raconte dans quelles conditions.

Au Centre de FPA nous avons un règlement intérieur particulièrement répressif :

Art. 8 : Aucune visite de quelque personne que ce soit n'est autorisée dans l'hébergement sans l'accord express du directeur ;

Art. 14 : «La plus stricte neutralité, politique, confessionnelle ou syndicale doit être observée à l'intérieur du Centre. Toute atteinte à cette règle, quelle qu'en soit la forme, pourra entraîner le renvoi du Centre. Il est notamment interdit de distribuer des tracts, d'afficher des documents et d'avoir des discussions de nature à troubler l'ordre.»

Au centre, on nous apprend autant à accepter passivement l'exploitation et la répression à l'usine que le métier proprement dit.

Le 9 septembre, le directeur voulait exclure un de nos camarades de l'hébergement et du restaurant sous prétexte qu'il avait invité un de ses copains à coucher au Centre pendant le week-end. A midi, il donne l'ordre au responsable de récupérer la literie de notre camarade.

Notre équipe réagit du tac au tac : nous faisons une pétition que toute l'équipe signe. Mais quelle méthode fallait-il employer ? Fallait-il que le délégué aille la porter seul au directeur ; «S'il nous voit tous devant lui, il va se braquer sur sa décision et on ne pourra pas discu-

ter avec lui» ? Ou au contraire fallait-il commencer à établir un rapport de force, nous unir dans l'action et faire bloc devant la direction ? Après discussion, nous y sommes allés ensemble. Nous sommes restés sous sa fenêtre jusqu'au moment où celui-ci s'est réveillé de sa surprise et nous a dit : «Si vous ne reprenez pas le travail, je ne discuterai pas plus longtemps avec votre délégué.» Nous sommes alors retournés à l'atelier en nous disant : «Attendons sa réponse, on verra». Le soir même il convoquait notre camarade et annulait sa décision.

Cela nous a montré que pour gagner il faut nous unir dans l'action en discutant démocratiquement de la meilleure méthode de lutte et oser agir en prenant des initiatives du tac au tac et en établissant un rapport de force.

Cette petite lutte si nous en tirons toutes les leçons nous prépare au combat que nous allons mener contre le chômage et pour la victoire de la classe ouvrière.

Un stagiaire

suite de la page 3

révisionnistes et trotskystes, ne s'embarrasse pas de scrupules et n'est pas un rêve.

Avertis par nos soins, nos lecteurs pourront mieux comprendre certains phénomènes et contribueront à démasquer la subversion contre-révolutionnaire réviso-trotskyste en cours, dont le but est de servir le projet du P.C.F. de s'emparer de l'État capitaliste, pour le maintenir à son profit et s'assujettir aux intérêts du social-impérialisme russe.

Les événements au Portugal concernant la presse ont fait de nous des militants avertis et comme dit le proverbe «Un homme averti en vaut deux». A suivre...